



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/56/18
8 octobre 2008

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Cinquante-sixième réunion
Doha, 8-12 novembre 2008

**AMENDEMENTS AU PROGRAMME DE TRAVAIL DE
LA BANQUE MONDIALE POUR L'ANNEE 2008**

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

COMMENTAIRES ET RECOMMANDATION DU SECRÉTARIAT

1. La Banque mondiale demande l'approbation du Comité Exécutif pour des amendements au programme de travail pour 2008 de 238 400 \$ US à son Programme de travail, plus des coûts de soutien à l'agence de 17 880 \$ US.
2. Les activités proposées dans les amendements du Programme de travail de la Banque mondiale sont décrits dans le Tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1 : Amendements au Programme de travail de la Banque mondiale

Pays	Activité / Projet	Montant demandé (\$ US)	Montant recommandé (\$ US)
A. Renouvellement du projet de renforcement institutionnel			
Équateur	Renouvellement du projet de renforcement institutionnel (Phase IV, année 2)	88 400	*
B. Préparation du projet			
Indonésie	Préparation d'un plan de secteur afin de réduire la consommation de HCFC dans le secteur de la mousse	150 000	*
Sous-total des sections A et B :		238 400	
Coûts de soutien à l'agence (7,5 pourcent pour la préparation du projet et renforcement institutionnel et pour d'autres activités de plus de 250 000 \$ US et 9 pourcent pour d'autres activités de moins de 250 000 \$ US) :		17 880	
Total :		256 280	

* Pour examen individuel ou en attente

A. Renouvellement du projet de renforcement institutionnel

Équateur (Phase IV, année 2) : 88 400 \$ US

Description du projet

3. La Banque mondiale a soumis une demande de renouvellement du projet de renforcement institutionnel de l'Équateur. Cette soumission concerne la seconde année de la Phase IV, dont la première année a été approuvée lors de la 51^{ème} réunion pour une année seulement sans préjudice au mécanisme du Protocole de Montréal traitant de la non-conformité. La description du projet de renforcement institutionnel du pays mentionné ci-dessus est présentée dans l'Annexe I de ce document.

4. Lors de la 40^{ème} réunion du Comité d'application tenue à Bangkok en juillet 2008, il a été décidé que l'Équateur était toujours dans une situation de non-conformité possible avec les contrôles de bromure de méthyle alors que sa consommation pour 2007 était de 122,4 tonnes pondérées, représentant une déviation de l'obligation du pays selon le Protocole de limiter sa consommation de bromure de méthyle à au plus 80 pourcent du niveau de référence de 66,2 tonnes pondérées. Le Secrétariat remarque que le pays ne possède pas encore de plan d'action approuvé de retour à la conformité suivant la décision XVIII / 23 de la réunion des Parties. Un tel plan d'action, de même que d'autres questions liées à la situation de conformité de l'Équateur, seront discutés et mis au point lors de la 41^{ème} réunion du Comité d'application en novembre 2008 pour être étudiés lors de la 20^{ème} réunion des Parties.

Commentaires et recommandations du Secrétariat

5. À la lumière des renseignements fournis dans les commentaires du Secrétariat ci-dessus, le Comité Exécutif pourrait vouloir étudier l'approbation d'un financement pour la seconde année de la Phase IV du projet de renforcement institutionnel de l'Équateur au niveau de financement de 88 400 \$ US sans préjudice à l'application du mécanisme sur la non-conformité du Protocole de Montréal. Le Comité Exécutif pourrait vouloir exprimer les commentaires apparaissant ci-dessous au gouvernement de l'Équateur :

Le Comité Exécutif a examiné le rapport final présenté avec la demande de renouvellement du projet de renforcement institutionnel de l'Équateur. Le Comité apprécie les efforts du gouvernement de l'Équateur afin de continuer ses efforts d'élimination des SAO selon le Plan national d'élimination des SAO. Cependant, il remarque aussi avec inquiétude la non-conformité toujours possible du pays avec les mesures de contrôle du bromure de méthyle du Protocole de Montréal. Le Comité Exécutif reconnaît aussi que le pays fait tout ce qui est en son pouvoir afin de rencontrer les mesures de contrôle du bromure de méthyle, tel que démontré par la détermination d'une solution de rechange à l'essai actuellement. Il espère donc que pour la prochaine période, le pays sera capable de réduire sa consommation de bromure de méthyle jusqu'aux limites de consommation qui lui sont permises. Le Comité est aussi encouragé par le succès continu du pays vis-à-vis l'engagement des intervenants à se conformer aux politiques d'élimination des SAO; et, grâce à la surveillance, l'exécution et les activités de sensibilisation du public continues, espère qu'il continuera à progresser vers une élimination complète des CFC d'ici 2010, de même que la réduction d'autres SAO selon leur échéancier.

B. Préparation du projet :

Indonésie : Préparation d'un plan sectoriel afin de réduire l'utilisation de la consommation de HCFC dans le secteur de la mousse (150 000 \$ US)

Description du projet

6. Cette soumission fait partie de ce qui a été reçu du PNUD en tant qu'organisme responsable des coûts supplémentaires de préparation de projet pour l'Indonésie. La demande de la Banque mondiale concerne des fonds pour la préparation d'un plan sectoriel pour le secteur de la mousse pour lequel il a été nommé comme agence responsable par l'Indonésie.

7. Pour appuyer cette soumission, la Banque mondiale a mentionné que les fonds demandés comprendront une enquête des petites et moyennes entreprises du secteur de la mousse que l'on estime entre 200 et 250, représentant 30 pourcent des compagnies dans ce secteur. Les fonds demandés comprendront aussi des ateliers de consultation pour la mise au point du plan, de même que toute autre réunion de coordination nécessaire. Le budget couvrira aussi les coûts des experts qui aideront à la préparation de ce plan sectoriel. Ce document mentionne que la mise en œuvre de ce plan sectoriel prévoit une élimination de 100 à 200 tonnes pondérées de HCFC et contribuera largement à permettre à l'Indonésie de rencontrer ses obligations pour 2013 et 2015.

Commentaires du Secrétariat des Fonds

8. Le Comité Exécutif, dans sa décision 55/13 d), a demandé au Secrétariat, notamment, de préparer une structure de coûts pour la 56^{ième} réunion afin de déterminer les niveaux de financement pour la préparation d'investissement et des activités liées en demandant des commentaires de la part des agences bilatérales et des agences d'exécution concernant leur expérience avec des plans sectoriels pour les CFC et

les plans nationaux d'élimination. Le paragraphe (e) de cette décision demandait aussi au Secrétariat d'appliquer la structure de coûts à toute soumission pour la préparation d'investissement et des activités liées au HCFC de la part des agences bilatérales et des agences d'exécution pour la 56^{ième} réunion.

9. Suite à cette demande du Comité Exécutif, l'ébauche du document préparée par le Secrétariat sera discutée sous le point 7(b) de l'ordre du jour. Le Secrétariat remarque que de même que l'ébauche du document, la soumission se retrouve dans la catégorie des projets d'investissement, plus particulièrement la préparation d'un plan de secteur qui, selon la décision du Comité, sera admissible à 150 000 \$ US.

10. Après examen de cette soumission, le Secrétariat remarque aussi que la Banque mondiale a inclus les renseignements de base demandés par le Secrétariat afin de mieux évaluer la demande. Ces renseignements sont résumés dans le paragraphe 7 ci-dessus. Le Secrétariat a discuté de cette soumission avec la Banque mondiale, notamment à savoir si la demande de préparation du projet couvre entièrement le secteur de la mousse, ce qui permettrait au pays de rencontrer la première étape ses obligations du Plan de gestion de l'élimination des HCFC. Le Secrétariat a aussi demandé une clarification concernant la façon d'intégrer complètement le plan sectoriel dans le Plan de gestion final de l'élimination des HCFC qui sera soumis pour l'Indonésie et dont le financement a déjà été approuvé lors de la 55^{ième} réunion.

11. La Banque mondiale a confirmé que ceci traitera entièrement de la première étape pour le secteur de la mousse et que les projets élaborés seront intégrés dans le Plan de gestion final de l'élimination des HCFC.

Commentaires du Secrétariat des Fonds

12. En attente de discussion du point 7 b) de l'ordre du jour.

Annexe I

PROPOSITION DE PROJET DE RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL

Équateur : Renouvellement du renforcement institutionnel

Sommaire du projet et profil du pays	
Agence d'exécution	Banque mondiale
Montants pour le renforcement institutionnel, approuvés précédemment (\$ US) :	
Phase I : Mars - 93	170 673
Phase II : Juillet - 99	97 300
Phase III : Avril - 04	176 800
Phase IV (année 1) : Mars - 07	88 400
Total	533,173
Montant demandé pour renouvellement (Phase IV, année 2) (\$ US) :	88 400
Montant recommandé pour renouvellement (Phase IV, année 2) (\$ US) :	84 400
Coût de soutien à l'agence (\$ US) :	6 630
Coût total de la Phase IV du renforcement institutionnel, année 2 au Fonds multilatéral (\$ US) :	95 030
Montant équivalent de l'élimination des CFC causé par la Phase IV du renforcement institutionnel, année 2 à 12,1 \$ US / kg (tonnes pondérées) :	s/o
Date d'approbation du programme du pays :	Février 1992
Consommation de SAO rapportée par le programme du pays (1989) (tonnes pondérées) :	742.1
Référence de consommation des substances contrôlées (tonnes pondérées) :	
(a) Annexe A Groupe I (CFC) (Moyenne 1995 - 1997)	301.4
(b) Annexe A Groupe II (Halons) (Moyenne 1995 - 1997)	5.5
(c) Annexe B Groupe II (Tétrachlorure de carbone) (Moyenne 1998 - 2000)	0.5
(d) Annexe B Groupe III (Chloroéthène) (Moyenne 1998 - 2000)	2.0
(e) Annexe E (Bromure de méthyle) (Moyenne 1995 - 1998)	66.2
Consommation des SAO la plus récente (2007) (tonnes pondérées) conformément à l'Article 7 :	
(a) Annexe A Groupe I (CFC)	28.3
(b) Annexe A Groupe II (Halons)	0
(c) Annexe B Groupe II (Tétrachlorure de carbone)	0
(d) Annexe B Groupe III (Chloroéthène)	0
(e) Annexe E (Bromure de méthyle)	122.4
(f) Annexe C Groupe I (HCFC)	0
Total	150.7
Année des données de mise en application rapportée du programme du pays :	2007
Montant approuvé pour les projets (\$ US) :	5 839 289
Montant déboursé (en date d'octobre 2008) (\$ US) :	4 631 970
SAO à éliminer (tonnes pondérées) :	678.8
SAO éliminées (en date d'octobre 2008) (tonnes pondérées) :	487.7

1. Sommaire des activités et des fonds approuvés par le Comité Exécutif :

Sommaire des activités		Fonds approuvés (\$ US)
(a)	Projets d'investissement :	3 816 862
(b)	Renforcement institutionnel :	533 173
(c)	Préparation du projet, soutien technique, formation et autres projets de non-investissement :	1 489 254
	Total :	5,839,289

Rapport de progrès

2. L'Équateur a seulement mis la première année de la Phase IV de leur projet de renforcement institutionnel en œuvre alors qu'il était en situation possible de non-conformité avec les mesures de contrôle du bromure de méthyle pendant cette période. Pendant cette phase, la priorité du pays était la mise en œuvre de mesures visant à réduire la consommation de bromure de méthyle et, de ce fait, la ramener au niveau de conformité grâce à un plan d'action développé par le pays. Cette préparation d'un plan d'action a nécessité un certain nombre de réunions avec divers intervenants, notamment des utilisateurs de bromure de méthyle, de même qu'un soutien institutionnel pour l'importation d'une solution de rechange qui serait mis à l'essai dans le pays. En plus de ces activités, l'Équateur a continué la mise en œuvre des activités dans les secteurs des solvants et de la réfrigération au cours de l'année.

Plan d'action

3. Les objectifs de la seconde année de la Phase IV du projet de Renforcement institutionnel de l'Équateur est de continuer la mise en œuvre de son plan d'action concernant le bromure de méthyle alors que le pays continue de rapporter une consommation de bromure de méthyle plus élevée que sa consommation permise. Les activités de cette phase se poursuivront afin de continuer l'amélioration de la formulation et de l'exécution des politiques et afin de surveiller la mise en œuvre d'autres projets dans les secteurs de la réfrigération et des solvants dans le pays. L'Équateur continuera aussi ses efforts visant à sensibiliser le public en ce qui concerne la protection de la couche d'ozone, de même que ses activités afin de combattre les activités illégales avec des SAO. Pendant cette période, il commencera aussi le travail en vue de la préparation du Plan de gestion de l'élimination des HCFC.

2008 WORK PROGRAM AMENDMENT

**Presented to the 56th Meeting of the
Executive Committee**

**WORLD BANK
MONTREAL PROTOCOL OPERATIONS**

September 12, 2008

The World Bank 2008 – 2010 Business Plan was submitted for the consideration of the Executive Committee (ExCom) of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol at its 54th Meeting. At the same meeting, the 2008 Work Program containing a proposal for renewal of the Philippines’ Institutional Strengthening Project was submitted and approved by the ExCom. At the following meeting, the World Bank submitted for consideration of the ExCom an amendment of its 2008 Work Program, to include requests for preparation funds for HCFC Management Plans and an ODS disposal study. Project preparation funds for HCFC Management Plans in China, Ecuador, Philippines, Thailand, and Vietnam were approved by the ExCom, as well as a request for funds for the development of a strategy for ODS disposal.

For the 56th Meeting of the ExCom, the Bank is submitting another work program amendment covering the request for: i) project preparation funds to develop a sector phase-out plan for the foam sector in Indonesia; ii) renewal of the institutional strengthening project (Phase IV) in Ecuador; and iii) core unit costs for the calendar year 2009. As per Decision 51/26, the funding for the institutional strengthening project (Phase IV) of Ecuador was approved for one year. This work program amendment is, therefore, requesting the ExCom to approve the funding balance for this phase of the project as the plan of action to return to compliance with control measures pertaining to Annex E substances has already been recommended by the 40th Meeting of the Implementation Committee for an approval of the 20th Meeting of the Parties. In addition, the Bank is providing an update on the status of the ODS disposal study including the issue relating to case studies.

Amendments to the World Bank’s 2008 Work Program amounting to US\$1,919,627 (including support costs) are being requested from the Excom at its 56th Meeting, as summarized below:

Country	Request (US\$)	Duration	Description
Ecuador	88,400	December 2008 – November 2009	Renewal of Institutional Strengthening Project (Phase IV)
Indonesia	150,000	December 2008 – December 2009	Preparation of a sector plan to reduce HCFC consumption in the foam sector. Detailed cost breakdown is included in Annex 1.
Global	1,663,347	January – December 2009	Core Unit Costs
Sub total	1,901,747		
Support costs	17,130		
Total	1,919,627		

*7.5% support cost were applied to all the project preparation requests and the renewal of institutional strengthening project.

On the status of the Study on the Financing of the Destruction of Unwanted ODS through the Voluntary Carbon Market, which was approved at the 55th Executive Committee Meeting, the consultant selection process was initiated in August 2008. As of early September, the selection process was at the stage where firms may submit their expression of interest for the work. After a short list of firms is prepared by end of September, firms will be invited to submit their proposals. The selection process, as per the World Bank’s procedures on consultants’ qualifications, is expected to be completed by November 2008.

In addition, Japan has provided written confirmation of its intention to support the ODS disposal study by sharing all relevant information pertaining to its ODS destruction project in Indonesia. Sweden likewise has consulted with the Bank on coordinating its intended support of the study through another case study and related initiatives to be undertaken by the Nordic Environment Finance Corporation (NEFCO). Specifically, it has informed the Bank that NEFCO's contributions will include: (i) supplementary study to the ODS disposal study; (ii) development and financing of an ODS disposal project as a case study that generates voluntary carbon units (VCU) that would be eligible under the Voluntary Carbon Standard (VCS). The case study will be carried out in a CEIT (countries with economies in transition) country. In addition, NEFCO will finance the development of a private market strategy focusing on key stakeholders in the carbon markets including the private sector in general, final purchasers and suppliers of carbon credits, as well as intermediaries. While activities will be carried out separately, NEFCO and the World Bank will work closely together to ensure that activities are fully complementary.

Annex 1

Breakdown of Project Preparation Request for Foam Sector in Indonesia

Activities	Cost estimate assumptions	Cost (\$)
The foam sector consist of over 200-250 small and mid size companies. The survey would cover at least 30% of the companies,	The survey cost per company is estimated to be between \$500 and \$1,000. 60 to 80 companies will have to be covered by the survey. In addition, sector data have to be established	60,000
Sector workshops	A workshop when the survey is started will be conducted to inform companies about the HCFC phase-out planning and the data needed for the sector. A second workshop will be conducted when the survey has been completed	25,000
Project preparation and coordination meetings	The agencies and KLH will be responsible for the preparation of the information and phase-out plans for the sector. The cost is based on two coordination meetings/missions and ongoing preparation work.	45,000
Indonesian PMO work and national consultant	KLH work	20,000
Requested Amount \$		150,000

The foam sector plan will result in elimination of 100 – 200 ODP tons of HCFC¹.

¹ Project impact will be confirmed during the HPMP preparation.